

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 81 — 748

**26 MARS 1981. — Décret modifiant le décret du 5 juillet 1976
relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports
et de la vie en plein air par les handicapés (1)**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 1er du décret du 5 juillet 1976 relatif aux subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. Le membre de l'Exécutif de la Communauté française qui a l'éducation physique et le sport dans ses attributions, dénommé ci-après le Ministre, reconnaît comme fédération sportive pour l'application du présent décret, l'association qui, créée, animée et gérée par des personnes privées, a pour objet d'encourager la pratique d'activités physiques, sportives et de plein air par les handicapés. »

Art. 2. L'article 2 du même décret est remplacé par des dispositions ci-après :

« Art. 2. § 1er. Est reconnue comme fédération sportive et conserve le bénéfice de cette reconnaissance l'association qui en a fait la demande et qui répond aux conditions suivantes :

1. Ne pas être reconnue en application du décret du 22 décembre 1977 fixant les conditions de reconnaissance des fédérations sportives et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces fédérations;

2. Être constituée en association sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et avoir son siège dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3. Déterminer son programme d'activités, gérer ses finances d'une manière autonome et faire usage du français pour s'administrer;

4. Avoir communiqué ses statuts au Ministre et lui communiquer toutes modifications qui leur seraient apportées;

5. Accepter l'inspection de ses activités et le contrôle de ses documents comptables et administratifs par les fonctionnaires désignés par le Ministre;

6. Grouper des cercles affiliés comptant ensemble au moins cent membres s'adonnant à la pratique des activités physiques, sportives et de plein air visées à l'article 1er, et dont 80 p.c. au moins présentent un handicap ou une malformation de caractère définitif ou de longue durée affectant leurs facultés physiques, sensorielles ou mentales qui les rendent incapables de pratiquer les activités sportives dans les conditions ordinaires;

7. Avoir une activité régulière dans au moins deux des provinces suivantes :

Hainaut, Liège, Luxembourg, Namur et Brabant (arrondissement de Nivelles et région bilingue de Bruxelles-Capitale, celle-ci dans la mesure où la fédération doit en raison de ses activités, être considérée comme appartenant exclusivement à la Communauté française);

8. Être dirigée par un organe de gestion composé d'au moins sept membres élus par les représentants des cercles qui lui sont affiliés;

9. Prendre toutes dispositions afin que soient couvertes par une assurance, dans les limites fixées par le Roi, la responsabilité civile des organisateurs des activités visées à l'article 1er

et des membres des cercles affiliés qui pratiquent ces activités ainsi que la réparation des dommages corporels que ces mêmes personnes subiraient;

10. Soumettre à une surveillance médicale régulière les membres des cercles affiliés qui pratiquent les activités visées à l'article 1er et exiger que tout nouveau membre de ce cercle soit tenu de présenter un certificat médical l'autorisant à pratiquer ces activités;

11. Compter au moins une année d'existence et d'activité au moment de l'introduction de la demande de reconnaissance;

12. Ne pas compter parmi les membres des cercles affiliés qui pratiquent les activités visées à l'article 1er des personnes qui bénéficient, en raison de leurs prestations sportives, de rémunérations, allocations ou indemnités supérieures aux montants fixés annuellement par le Roi en application des dispositions de l'article 2, § 1er, de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré;

13. Garantir aux membres des cercles affiliés qui pratiquent les activités visées à l'article 1er la possibilité d'être transférés à un autre cercle au plus tard un an après leur demande de transfert;

14. Interdire à l'occasion des transferts l'octroi ou l'acceptation par les cercles affiliés ou par les membres de ceux-ci de toute indemnité ou de tout avantage en nature et déterminer les sanctions de la violation de cette interdiction.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1er, le Ministre peut accorder la reconnaissance, pour une durée maximum de trois ans, aux associations dont les cercles affiliés comptent au moins soixante membres s'adonnant aux activités visées à l'article 1er, ainsi qu'aux associations qui ne font preuve d'une activité régulière que dans une des provinces énumérées au 7 du même paragraphe. »

Art. 3. Le chapitre II du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE II. — De l'octroi des subventions de fonctionnement aux fédérations sportives. »

« Art. 4. Dans les limites des crédits budgétaires le Ministre octroie aux fédérations reconnues des subventions annuelles de fonctionnement comprenant :

- a) une subvention forfaitaire;
- b) une intervention dans les dépenses du personnel;
- c) une intervention dans les dépenses relatives aux activités exercées. »

« Art. 5. § 1er. La subvention annuelle prévue à l'article 4, a, est fixée à 150 000 francs.

Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation; il est rattaché à l'indice en vigueur au 1er janvier 1978; il est adapté chaque année compte tenu de l'indice en vigueur au 1er janvier.

§ 2. 1. L'intervention prévue à l'article 4, b, couvre une partie de la rémunération payée par la fédération, au cours de l'exercice antérieur, pour les membres de son personnel exerçant des fonctions de direction ou d'administration à temps plein ainsi que pour les membres de son personnel exerçant des fonctions d'animation, d'entraînement ou de formation à temps plein ou à temps partiel.

Par « temps plein », il faut entendre des prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

(1) Session 1980-1981.

Documents du Conseil. — Projet de décret : 64-n° 1. — Rapport : 64-n° 2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 février 1981.

Par « temps partiel », il faut entendre des prestations dont l'horaire est tel qu'elles n'absorbent qu'une partie d'une activité professionnelle normale.

Par « rémunération », il faut entendre le montant brut du traitement augmenté le cas échéant du pécule de vacances et de la cotisation payée par l'employeur en vertu de la législation en matière de sécurité sociale. L'intervention est égale à 75 p.c. du montant des rémunérations payées annuellement pour un nombre maximum de quatre personnes occupées à temps plein.

Pour déterminer ce nombre de quatre personnes, les prestations effectuées à temps partiel, dans une fonction d'animation, d'entraînement ou de formation, par deux ou plusieurs membres du personnel peuvent être prises en considération pour autant que ces prestations cumulées correspondent à un temps plein. Le Roi détermine à cet effet la durée des prestations à temps plein pour le personnel chargé des diverses tâches ainsi que celles à temps partiel pour le personnel chargé des tâches d'animation, d'entraînement et de formation.

2. Le Roi détermine, après avis de la section française du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air :

a) Le montant maximum de la rémunération à prendre en considération en tenant compte de la nature de la fonction exercée et de l'âge du titulaire de cette fonction;

b) Les conditions auxquelles les membres du personnel doivent répondre pour que leurs rémunérations puissent être prises en considération pour le calcul de la subvention;

c) Le nombre des membres du personnel dont la rémunération peut être prise en considération en tenant compte des fonctions exercées par ces membres et du nombre de membres affiliés aux cercles qui composent la fédération.

§ 3. 1. L'intervention prévue à l'article 4, c, couvre un pourcentage des dépenses admissibles exposées par la fédération au cours de l'exercice antérieur. Ce pourcentage varie de 50 à 80, selon la nature des dépenses.

2. Après avis de la section française du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, le Roi détermine la nature et le plafond des dépenses admissibles ainsi que le pourcentage à concurrence duquel elles peuvent être couvertes par la subvention. Certaines dépenses peuvent être tenues pour admissibles à concurrence d'un montant forfaitaire; si des recettes viennent en contrepartie de ces dépenses, elles peuvent en être déduites.

« Art. 6. Au cours du premier semestre de chaque année, une avance peut être versée sur la subvention de fonctionnement afférente à cette année. Elle ne peut être supérieure à 50 p.c. du

total de la subvention de fonctionnement octroyée à la même fédération pour l'année précédente. Elle est récupérable sur toutes sommes dues par l'Etat à la fédération. »

« Art. 7. Le Ministre détermine, après avis de la section française du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les formes et délais dans lesquels les éléments nécessaires au calcul des subventions sont fournis à l'administration par les fédérations.

En vue de la justification de l'utilisation des subventions, les fédérations sont tenues de conserver pendant cinq ans les documents justificatifs et de les présenter sans déplacement au contrôle des fonctionnaires désignés par le Ministre. »

Art. 4. Les modifications suivantes sont apportées au même décret :

1. A l'article 8, les mots « ou son délégué » sont ajoutés après le mot « Ministre ».

2. Aux articles 13, 14, 16 et 20, le mot « régionales » est supprimé après le mot « fédérations ».

3. A l'article 17, les points 1 et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

1° Les frais d'organisation qui ne peuvent excéder 10 p.c. des dépenses justifiées;

2° Les frais de publicité qui ne peuvent excéder 15 p.c. de ces mêmes dépenses.

4. A l'article 25, le chiffre 5 est supprimé.

Art. 5. Les fédérations qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient déjà d'une reconnaissance en application des dispositions du décret du 5 juillet 1976, disposent d'un délai d'un an, à partir de cette date, pour satisfaire aux conditions de reconnaissance prévues à l'article 2 du présent décret.

Passé ce délai, le Ministre confirme ou retire la reconnaissance; la décision de retrait est motivée et prononcée après avis de la section française du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air.

Art. 6. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 mars 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté française,

M. HANSENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 81 — 748

26 MAART 1981. — Decreet tot wijziging van het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen voor de bevordering van het beoefenen door de gehandicapten van lichamelijke activiteiten, sport en openluchtlevens (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Franse Gemeenschapsraad heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 5 juli 1976 betreffende de toelagen voor de bevordering van het beoefenen door de gehandicapten van lichamelijke activiteiten, sport en openluchtlevens wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 1. Het lid van de Executieve van de Franse Gemeenschap onder wiens bevoegdheid de lichamelijke opvoeding en de sport ressorteert, hierna Minister genoemd, erkend als sport

(1) Zitting 1980-1981.

Documenten van de Raad. — Ontwerp van decreet : 64 - nr. 1. — Verslag : 64 - nr. 2. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Zitting van 24 februari 1981.

federatie voor de toepassing van dit decreet, de vereniging die, opgericht, bezield en beheerd door privépersonen, zich tot doel stelt de beoefening van lichamelijke activiteiten, sport en openluchtlevens door de gehandicapten aan te moedigen. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt door volgende bepalingen vervangen :

* Art. 2. § 1. Wordt als sportfederatie erkend en behoudt het voordeel van deze erkenning de vereniging die de aanvraag daartoe heeft ingediend en die aan volgende voorwaarden voldoet :

1. Niet erkend worden in toepassing van het decreet van 22 december 1977 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de sportfederaties en de toekenningsvoorwaarden van werkingstoelagen aan deze federaties;

2. Ingericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut en zijn zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied van Brussel-Hoofdstad;

3. Haar activiteitenprogramma bepalen, haar financiën autonoom beheren en de Franse taal gebruiken in haar bestuur;

4. Haar statuten hebben overhandigd aan de Minister en hem elke eraan gebrachte wijziging mededelen;

5. Het toezicht aanvaarden op activiteiten en het nazien van de boekhoudkundige en administratieve documenten door de door de Minister aangewezen ambtenaren;

6. Aangesloten verenigingen groeperen welke samen minstens 100 leden tellen en zich toeleggen op het beoefenen van lichamelijke activiteiten, sport en openluchtlevens bedoeld in artikel 1 en waarvan minstens 80 pct. een handicap of een blijvende of langdurige misvorming vertonen welke hun fysische, zintuiglijke of mentale vermogens aantasten hetgeen hen in de onmogelijkheid stelt sportactiviteiten te beoefenen in normale omstandigheden;

7. Regelmatige activiteiten uitoefenen in minstens twee van de volgende provincies :

Henegouwen, Luik, Luxemburg, Namen en Brabant (arrondissement Nijvel en het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, dit laatste in de mate waarin de federatie uit hoofde van haar activiteiten beschouwd dient te worden als uitsluitend behorend tot de Franse Gemeenschap);

8. Bestuurd worden door een beheersorgaan samengesteld uit minstens zeven leden, verkozen door de vertegenwoordigers van de verenigingen die bij haar aangesloten zijn;

9. Alle nodige schikkingen treffen opdat, binnen de door de Koning bepaalde perken, de burgerlijke aansprakelijkheid van de organisatoren van de in artikel 1 bedoelde activiteiten en van de leden van de aangesloten verenigingen die deze activiteiten beoefenen alsook de schadevergoeding voor de lichamelijke letsels die dezelfde personen zouden oplopen door een verzekering zouden gedekt zijn;

10. De leden van de aangesloten verenigingen die de activiteiten, bedoeld in artikel 1, beoefenen, regelmatig aan medisch toezicht onderwerpen en tevens eisen dat elk nieuw lid van die vereniging een medisch attest voorlegt welke hem toelaat deze activiteiten te beoefenen;

11. Ten minste sedert één jaar bestaan en werkzaam zijn op het ogenblik van de indiening van de erkenningsaanvraag;

12. Onder de leden van de aangesloten verenigingen die de in artikel 1 bedoelde activiteiten beoefenen geen personen tellen die uit hoofde van hun sportprestaties genieten van een bezoldiging, uitkering of vergoeding die hoger liggen dan de bedragen die jaarlijks door de Koning vastgesteld worden bij toepassing van de bepalingen van artikel 2, § 1, van de wet van 24 februari 1978 betreffende het arbeidscontract van de betaalde sportman;

13. Aan de leden van de aangesloten verenigingen die de in artikel 1 bedoelde activiteiten beoefenen, de mogelijkheid waarborgen overgebracht te worden naar een andere vereniging ten laatste één jaar na hun overgangsaanvraag;

14. Het ter gelegenheid van de overgangen verbieden van het toekennen of het aanvaarden door de aangesloten verenigingen of door hun leden, van welkdanige vergoeding of ander voordeel in natura en de sancties voor de overtreding van deze verbodsbepaling vaststellen.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van paragraaf 1, mag de Minister de erkenning toestaan, voor een periode van maximum drie jaar aan de verenigingen waarvan de aangesloten kringen minstens zestig leden tellen die zich op de in artikel 1 bedoelde activiteiten toeleggen alsook aan de verenigingen die slechts en alleen regelmatige activiteiten uitoefenen in één van de provincies in punt 7 van dezelfde paragraaf.

Art. 3. Hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt door volgende bepalingen vervangen :

« HOOFDSTUK II. — Toekenning van werkingstoelagen aan de sportfederaties. »

« Art. 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Minister aan de erkende sportfederaties jaarlijkse werkingstoelagen, waarin begrepen zijn :

- a) een forfaitaire toelage;
- b) een tussenkomst in de personeelsuitgaven;
- c) een tussenkomst in de uitgaven voor uitgeoefende activiteiten. »

« Art. 5. § 1. De jaarlijkse toelage, voorzien in artikel 4, a, bedraagt 150 000 frank.

Dit bedrag is gebonden aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer van de consumptieprijs. Het wordt gekoppeld aan het geldende indexcijfer op 1 januari 1978; het wordt nadien elk jaar aangepast met inachtneming van het geldende indexcijfer op 1 januari.

§ 2. 1. De in artikel 4, b, voorziene tussenkomst dekt een gedeelte van de bezoldigingen, uitgekeerd door de federatie, tijdens het vorige dienstjaar, aan zijn personeelsleden voltijds belast met leiding- of administratieve taken, alsmede aan zijn personeelsleden voltijds of deeltijds belast met aanmoedigings-, trainings-, of opleidingstaken.

Onder « voltijds » dienen prestaties te worden verstaan waarvan het uurrooster zich zo voordoet dat zij integraal een normale beroepsactiviteit in beslag nemen.

Onder « deeltijds » dienen prestaties te worden verstaan waarvan het uurrooster zich zo voordoet dat zij slechts een deel van een normale beroepsactiviteit in beslag nemen.

Onder « bezoldiging » dient verstaan te worden het brutobedrag van de verhoogde wedde desgewenst van het vakantiegeld en van de bijdrage die door de werkgever wordt gestort krachtens de wetgeving inzake sociale zekerheid. De tussenkomst bedraagt 75 pct. van het bedrag der jaarlijks betaalde bezoldigingen voor een maximum aantal van vier personen met volledige dagtaak.

Om dit aantal van vier personen te bepalen, kunnen de door twee of méér personeelsleden deeltijds verrichte prestaties in een animatie, trainings- of vormingsfunctie in overweging worden genomen, voor zover deze gecumuleerde prestaties met een voltijds schema overeenstemmen. De Koning bepaalt hiertoe de duur van de voltijdse prestaties voor het personeel belast met verschillende taken evenals de deeltijdse prestaties voor het personeel, belast met animatie-, trainings- en vormingstaken.

2. De Koning beslist na advies van de Franse afdeling van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens :

a) Het maximumbedrag van de bezoldiging die in aanmerking dient te worden genomen, met inachtneming van de aard van de uit te voeren functies en van de leeftijd van de houder van deze functie;

b) De voorwaarden waaraan de personeelsleden moeten voldoen opdat hun bezoldigingen in aanmerking zouden genomen worden voor de berekening van de toelage;

c) Het aantal personeelsleden wiens bezoldiging in aanmerking genomen kan worden met inachtneming van de uit te voeren functies door deze leden en van het aantal aangesloten leden bij de verenigingen welke de federatie samenstellen.

§ 3. 1. De in artikel 4, c, voorziene tussenkomst dekt een percentage van de aanvaardbare uitgaven door de federatie voorgesteld in de loop van het vorige dienstjaar. Dit percentage belooft 50 tot 80 al naar gelang de aard der uitgaven.

2. Na advies van de Franse afdeling van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, bepaalt de Koning de aard en het plafond van de aanvaardbare uitgaven alsook het percentage ten belope waarvan zij door de toelage gedekt kunnen worden.

Bepaalde uitgaven kunnen als aanvaardbaar aanzien worden tot beloop van een forfaitair bedrag; indien sommige inkomsten als tegenprestatie voor deze uitgaven worden geboekt dan kunnen ze ervan afgetrokken worden. »

« Art. 6. In de loop van het eerste semester van elk jaar kan een voorschot worden uitbetaald op de werkingstoelage, die betrekking heeft op dit jaar. Het mag niet hoger liggen dan 50 pct. van het totale bedrag van de werkingstoelage, die aan dezelfde sportfederatie wordt toegekend voor het vorige jaar. Het is verhaalbaar op al de bedragen die de Staat schuldig is aan de betrokken sportfederatie. »

« Art. 7. De Minister bepaalt, na advies van de Franse afdeling van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, de vormen en de termijnen binnen dewelke de vereiste elementen voor de berekening van de toelagen door de sportfederatie aan het bestuur overgemaakt dienen te worden.

Met het oog op de verantwoording van de aanwending van de toelagen, zijn de sportfederaties ertoe verplicht gedurende vijf jaar de bewijsdocumenten te bewaren en deze zonder verplaatsing voor te leggen tijdens de controle van de door de Minister aangestelde ambtenaren. »

Art. 4. Volgende wijzigingen worden aan hetzelfde decreet gebracht :

1. In artikel 8 worden de woorden « of zijn afgevaardigde » toegevoegd na het woord « Minister ».

2. In de artikelen 13, 14, 16 en 20, wordt het woord « gewestelijke » weggelaten na het woord « federaties ».

3. In artikel 17 worden de punten 1 en 2 vervangen door volgende bepalingen :

1° De organisatiekosten die niet méér dan 10 pct. van de aanvaardbare uitgaven mogen bedragen;

2° De publiciteitskosten die niet méér dan 15 pct. van dezelfde uitgaven mogen bedragen.

4. In artikel 25 wordt het cijfer 5 weggelaten.

Art. 5. De verenigingen die op de datum van de inwerkingtreding van dit decreet reeds van een erkenning genieten in toepassing van de bepalingen van het decreet van 5 juli 1976, beschikken vanaf deze datum over een termijn van één jaar, om aan de erkenningsvoorwaarden te voldoen voorzien in artikel 2 van dit decreet.

Eenmaal die termijn voorbijgestreefd, bevestigt de Minister de erkenning of trekt die in; de beslissing tot intrekking wordt gegrond en na advies van de Franse afdeling van de Hoge Raad voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens uitgesproken.

Art. 6. De Koning bepaalt de datum van de inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het door het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

Gegeven te Brussel, 26 maart 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Franse Gemeenschap,

M. HANSENNE

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 81 — 749

2 AVRIL 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accèsion au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade

Le Ministre de la Fonction publique,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969 et 1er août 1975;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, modifié par l'arrêté royal du 1er août 1975;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 1975 portant fixation du programme des concours de recrutement, des concours d'accèsion au niveau supérieur et des examens d'avancement de grade;

Vu l'avis du Secrétaire permanent au recrutement;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que le Ministre de la Fonction publique s'est déjà engagé dans le « Projet d'accord interprofessionnel » du 26 novembre 1980 à élaborer sans délai des propositions d'adap-

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N: 81 — 749

2 APRIL 1981. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 2 september 1975 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad

De Minister van Openbaar Ambt,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969 en 1 augustus 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, inzonderheid op het artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 augustus 1975;

Gelet op het ministerieel besluit van 2 september 1975 houdende vaststelling van het programma van de vergelijkende wervingsexamens, de vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau en de examens voor verhoging in graad;

Gelet op het advies van de Vaste Wervingssecretaris;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat reeds in het « Ontwerp van interprofessioneel akkoord » van 26 november 1980 de minister van Openbaar Ambt op zich genomen heeft zonder verwijl voorstellen tot aanpassing van de examenprogramma's uit te werken als een onder-